

Meeting: Security Council, Peace in Security in Africa

Date: 19 May 2010

Duration: 0:23:20

Speaker: M. Ismail Omar Guelleh, President of the Republic of Djibouti

Level: 2

Keywords : Al-Qaida, conflicts in Africa (conflits en Afrique), Somalia (Somalie), Eritrea (Erythrée)

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous exprimer, d'emblée, mes plus sincères félicitations pour le retour du Liban sur la scène internationale et ma joie de le voir prendre sa place légitime parmi les nations avec fierté et dignité. Riche de son patrimoine culturel séculaire, le Liban a basculé à plusieurs reprises, dans sa longue histoire, dans des périodes de luttes internes, mais a toujours su surmonter l'adversité avec grâce et s'en est sorti plus fort et plus uni. Je salue le courage, la créativité et la ténacité de votre peuple et pour cela, je vous félicite, Monsieur le Président.

Je tiens à vous exprimer, ainsi qu'aux membres du Conseil, ma gratitude pour cette occasion qui m'est donnée de présenter mes vues sur la situation dans la corne de l'Afrique. Malheureusement, je dirais qu'au mieux, la situation dans cette partie du monde est restée inchangée. Certaines tendances actuelles, doublées d'une évolution potentielle inquiétante, ouvrent la voie à des perspectives de crises accrues et à une forte réduction de la qualité de vie de l'écrasante majorité des habitants de la corne de l'Afrique, ce qui menace toute perspective à court terme et nécessite une action immédiate et soutenue de la communauté internationale.

Ma dernière déclaration devant le Conseil, en date du 23 octobre 2008 (voir S/PV.6000), est toujours d'actualité, étant donné la nature figée et la persistance des problèmes d'hier et d'aujourd'hui dans la région. Cependant, grâce à l'amélioration de la gestion microéconomique et à la confiance croissante des investisseurs internationaux dans le continent, l'avenir semble prometteur. Dans un contexte de croissance économique sans précédent, les dommages prévus provenant de l'expansion de la crise financière mondiale devraient être minimes. Bien que l'économie mondiale ne se soit pas complètement effondrée, compte tenu de la propagation, la persistance et la profondeur de la crise, les habitants de la corne en particulier, et ceux de l'Afrique en général, ont connu une dégradation de leur niveau de vie au cours de l'année passée.

Plusieurs facteurs ont contribué à cela et affectent les pays pauvres, notamment une sécheresse chronique, les prix de la nourriture et du carburant restés relativement élevés, les effets négatifs plus dangereux que jamais des changements climatiques, la stagnation voire la diminution de l'aide publique au développement, bien en dessous des niveaux promis, et le déclin des investissements directs étrangers dans les secteurs non pétroliers en Afrique.

Les conflits sont la première des adversités auxquelles l'Afrique reste confrontée. Dans ce domaine également, ma déclaration de 2008 demeure pertinente aujourd'hui, dans un contexte de persistance des guerres civiles et régionales violentes au cours des trois dernières décennies. Caractérisée par une souffrance humaine extrême, la misère et la tristesse, la corne de l'Afrique a connu plus que sa part de malheur, de tragédie, de dislocation et de destruction, qui ne sont plus humainement, socialement, économiquement et politiquement viables. La région se prépare à l'issue du référendum qui se tiendra au Soudan en 2011 pour déterminer l'avenir de son peuple. Le résultat du référendum déterminera les décisions à prendre sur le partage des richesses et la démarcation de la frontière.

Les perspectives pour toute la corne de l'Afrique dépendent beaucoup du résultat de ce référendum. L'engagement et l'implication de la communauté internationale est la condition sine qua non pour assurer un résultat qui bénéficiera du soutien de toutes les parties et de l'ensemble du pays. En fin de compte, ce qui importe le plus, c'est que la population puisse jouir d'une vie paisible et décente. Je tiens à souligner que tout le monde – et pas seulement ceux d'entre nous vivant dans la corne de l'Afrique – a un rôle à jouer, particulièrement la communauté internationale.

Dans la corne de l'Afrique, il est impératif que nous traitions de la situation détériorée en Somalie, plus chaotique que jamais, car elle affecte à la fois les pays voisins et le reste du monde, à travers la piraterie internationale. Nous reconnaissons tous aujourd'hui que, malgré tous les efforts entrepris pour lutter contre la piraterie, cette dernière ne peut être éliminée sans s'attaquer à ses racines que sont l'insécurité, l'extrême pauvreté et la faillite de l'État en Somalie.

Compte tenu des mesures sévères et des tactiques adoptées par les éléments extrémistes, le Gouvernement fédéral de transition reste sous une pression intenable dans sa quête pour gouverner et administrer le pays. Les pratiques et méthodes cruelles utilisées par les extrémistes n'ont fait qu'aliéner la majorité de la population qui a été ravagée par la famine et la guerre civile au cours des deux dernières décennies. Elles l'ont obligée à fuir constamment la violence, à vivre dans la misère et la précarité dans son propre pays, et à traverser les frontières des pays voisins, ajoutant ainsi à la misère des camps déjà surpeuplés qui manquent de sécurité et de ressources.

Un certain nombre de gouvernements, y compris le mien, ont formé et équipé des troupes dans le but de récupérer progressivement l'ensemble de la capitale somalienne des mains des militants soutenus par Al-Qaïda. Mais le nombre réel des

troupes a toujours été faible et bien en deçà de la force nécessaire pour résister aux assauts constants, et à fortiori les contenir.

Étant donné le moral très bas des troupes en raison des mauvaises conditions de service et de l'absence de rémunération, la plupart d'entre elles n'ont pas réussi à s'acquitter de leurs tâches comme prévu. Toute offensive gouvernementale pour déraciner les insurgés de Mogadiscio, par conséquent, nécessitera une série de mesures sérieuses correctives dans le secteur de la sécurité.

Plus tôt nous nous rendrons compte que la Somalie se trouve dans une situation tragique qui mérite toute notre sympathie, une attention soutenue et sans faille, mieux ça ira. Nous avons été habitués, et cela régulièrement, aux statistiques accablantes sur le sort dramatique de la population civile somalienne. Les attaques aveugles au mortier, l'utilisation de civils comme boucliers humains, les millions de personnes vivant dans des camps de fortune à la périphérie de la ville, les décapitations publiques, l'amputation, la lapidation des femmes à mort, etc. ne sont que quelques exemples outrageux de la vie quotidienne en Somalie. Auparavant, ce sont les chefs de guerre qui perpétreraient ces crimes odieux, aujourd'hui ce sont les militants, les extrémistes, les opportunistes et les fanatiques religieux qui animent ce tragique spectacle.

Les conclusions que nous pouvons tirer de ce quotidien en Somalie ne sont, bien entendu, pas de bon augure pour la survie du Gouvernement fédéral de transition. La communauté internationale ne semble pas pressée de changer sa vision du « business as usual » pour adopter une approche qui témoignerait d'une volonté de sauver le peuple somalien du chaos, de la destruction et d'une mort lente. Ainsi, c'est avec en toile de fond le désespoir et la mort imminente du Gouvernement fédéral de transition, que je formule le scénario suivant pour examen et décision de la part de communauté internationale.

Premièrement, nous sommes très troublés par la persistance des querelles politiques intestines qui menacent l'existence même du Gouvernement fédéral de transition. L'Autorité intergouvernementale pour le développement, les gouvernements et les organisations bien intentionnés ainsi que la communauté internationale dans son ensemble doivent intervenir avant que les choses ne soient hors de contrôle. C'est à la fois crucial et urgent. Une pression doit être exercée sur les principaux éléments de la discorde au sein du Gouvernement fédéral de transition, maintenant et sans perdre davantage de temps. Ils doivent être avertis sans équivoque qu'ils ne peuvent plus continuer à saper le Gouvernement.

Deuxièmement, nous devons aussi nous rendre compte que l'autorité du Gouvernement fédéral de transition s'amenuise rapidement face aux progrès réalisés chaque jour par les insurgés à travers le pays.

Ce n'est un secret pour personne que le Gouvernement fédéral de transition ne contrôle que quelques rues de Mogadiscio, et cela grâce en grande partie à la

Mission de l'Union africaine en Somalie. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une situation dangereuse, insensée et intenable. Imaginez un peu une ville de plus de 2 millions de personnes, en état de siège, avec plusieurs milices de maraudeurs et d'extrémistes, et en face un gouvernement légitime politiquement mais militairement devenu inconséquent et peu pertinent.

La seule manière d'aboutir à un semblant de paix et de sécurité en Somalie est d'abord et avant tout d'accepter de faire face à l'inévitable. Pour mettre fin aux deux décennies de guerre civile, nous devons commencer là où tout a commencé : à Mogadiscio.

Pour cela, mettons de côté toutes les rhétoriques, hypothèses, analyses, conditionnalités, réticences et indifférences qui ont prévalu depuis si longtemps sur le dossier somalien. Décidons une fois pour toute, en l'absence d'options alternatives, de nettoyer Mogadiscio et ses environs des militants extrémistes afin de sécuriser la capitale, de rétablir l'ordre et l'état de droit et d'avoir un gouvernement fonctionnel qui rétablisse lentement tous les services vitaux, pendant que les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales commenceront à s'installer dans la capitale.

D'aucuns sont sans doute sceptiques, mais affrontons la réalité : sans contrôler Mogadiscio ou y obtenir une victoire, je ne vois pas comment nous pouvons empêcher une désintégration, pourtant évitable, de la Somalie. D'autre part, si Mogadiscio était « libérée », cela donnerait au Gouvernement une base importante et solide qui le conduirait à mettre l'ensemble du pays sous son contrôle. Certes, cela ne serait que le premier pas, mais le plus important d'une série d'efforts qui déboucheraient sur un gouvernement solide, capable d'étendre sa portée et son autorité à travers le pays. Ce que je viens d'affirmer implique un changement de dynamique, de pensée et de vision du Conseil de sécurité et du Secrétariat. Cela requiert un passage radical du statu quo à une détermination résolue de ressusciter la Somalie une bonne fois pour toutes.

Tous s'accordent à dire que la réconciliation et les compromis politiques doivent continuer à être activement poursuivis en Somalie, en tout temps. Cependant, il est juste de dire que la situation explosive dans le pays n'est pas, à proprement parler, imputable à l'absence de consensus, d'inclusion ou d'initiatives de paix. En fait, les Somaliens sont devenus allergiques aux termes « processus de paix » et « réconciliation ». Ils les ont assez entendus. Au fait, que veulent donc ces insurgés? Sans aucun doute, leur but est de renverser ce fragile Gouvernement fédéral de transition internationalement reconnu, parce que cela permettrait aux groupes liés à Al-Qaïda d'établir leur modèle de gouvernance sur l'ensemble de la Somalie centrale et méridionale, avant de s'étendre à d'autres parties relativement stables du pays, menaçant ainsi, la paix et la sécurité dans toute la région.

La tragédie qui se déroule en Somalie ne touche pas seulement les Somaliens et les pays de la région, elle nous concerne tous. La situation de ce pays déchiré par la

guerre ne peut plus être écartée, reportée ou minimisée. Nous ne pouvons plus rester indifférents. Aider la Somalie à se défendre et à se protéger relève de notre responsabilité, c'est une obligation à laquelle nous ne pouvons plus échapper, ni que nous ne pouvons plus reporter sous quelque prétexte que ce soit. Il est temps que cette réticence persistante cède la place à un engagement proactif et pragmatique en vue de parvenir à assurer la sécurité, la stabilité et une paix durable en Somalie.

Mon pays, comme le Conseil le sait, s'est toujours activement engagé à faciliter et à soutenir les nombreux efforts en cours, dans le golfe d'Aden et au-delà, contre la menace de la piraterie. Bien que la piraterie n'ait pas encore été totalement éliminée, la collaboration étroite et intense des forces navales internationales permet de lutter efficacement contre l'attrait et l'appât que constitue ce fléau. L'action menée pour éliminer la piraterie a certes contribué à réduire les actes de piraterie dans le golfe d'Aden mais a concouru à l'étendre plus largement à l'océan Indien.

L'impact de deux récents événements est à surveiller : d'une part, le Conseil de sécurité a récemment adopté la résolution 1851 (2008), autorisant des mesures anti-piraterie sur terre en vue de paralyser gravement la capacité des pirates; d'autre part l'un des principaux groupes rebelles luttant pour le contrôle du pays a récemment capturé une base de pirates. Malgré les déclarations de ce groupe rebelle, personne ne peut dire, à ce stade, s'il luttera contre la piraterie ou s'il en fera partie, étant donné les retombées lucratives de cette activité. Paradoxalement, la piraterie a attiré plus d'attention sur les conditions désastreuses de ce pays, où règnent l'anarchie, le chômage et la paralysie politique.

Il y a maintenant deux ans que l'Érythrée a décidé, un beau matin, qu'il était temps de plonger Djibouti dans le chaos des conflits de la corne de l'Afrique. Aucun pays ne doit être exempt de conflit, telle est la logique de l'Érythrée. D'où sa flagrante agression contre l'intégrité territoriale de mon pays, les affrontements militaires de juin 2008, l'effusion de sang qui s'en est suivie et a provoqué des morts, des blessés et des prisonniers des deux côtés, ainsi que l'occupation de Ras Doumeira et de l'île de Doumeira.

La communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, a unanimement condamné l'Érythrée et a insisté sur la cessation immédiate des hostilités et le retrait des forces au statu quo ante. Mon pays a entendu cet appel et a retiré ses forces en conséquence. La réponse de l'Érythrée à ce jour est de nier l'existence même d'une confrontation militaire, de refuser tout retrait et de condamner l'action rapide du Conseil de sécurité du 12 juin 2008.

Au cours des deux années qui ont suivi, les membres s'en souviendront, nous avons intensément engagé l'attention de toutes les organisations sous-régionales, régionales et internationales, en vue de réparer, par le biais d'un retrait immédiat, l'occupation illégale et injustifiée de mon pays. À cet égard, l'attachement de mon pays à la Charte des Nations Unies et la foi qu'il a en elle n'ont jamais faibli. C'est la

deuxième fois en deux ans que je m'adresse au Conseil sur le cas de l'occupation de mon territoire ; mon Premier Ministre a fait de même.

Ceci démontre que l'incursion téméraire de l'Érythrée demeure une préoccupation majeure en termes de sécurité nationale. En effet, notre démarche a été légitimée par les actions successives du Conseil, par le rapport de la mission d'enquête, les déclarations et les résolutions. Ainsi, la résolution 1907 (2009) du 23 décembre 2009 a imposé des sanctions à l'Érythrée pour son rejet erroné et dédaigneux des exigences du Conseil, lui demandant de mettre fin à l'occupation et d'engager un dialogue sérieux et des efforts diplomatiques en vue d'une solution mutuellement acceptable à ce conflit frontalier. Au paragraphe 4 de cette résolution, le Conseil demande également que l'Érythrée fournisse les informations relatives aux combattants djiboutiens disparus depuis les affrontements des 10 au 12 juin 2008 afin que les organisations intéressées puissent s'assurer de la présence et des conditions de détention des prisonniers de guerre djiboutiens.

Je voudrais déclarer très clairement devant cet auguste organe que l'intérêt premier de mon pays est de vivre en paix avec ses voisins, tout en continuant à œuvrer pour la stabilité intérieure et la croissance économique. Mon pays n'a pas d'ambitions territoriales autres que la volonté de vivre à l'intérieur de frontières sûres et la sauvegarde de sa souveraineté et de son intégrité territoriales. C'est dans ce contexte que nous nous sommes félicités de la visite très attendue à Asmara du Comité des sanctions du Conseil de sécurité sur la Somalie et l'Érythrée. Nous avions vraiment espéré que l'Érythrée, après avoir finalement accepté cette visite, profiterait de cette importante rencontre pour discuter sincèrement avec toutes les parties concernées et qu'elle commencerait à s'engager positivement dans le réel désir de régler durablement toutes les questions en suspens.

Cependant, à notre grande surprise, la dernière prise de position présentée par l'Érythrée au Président du Comité des sanctions contient la litanie habituelle d'accusations sans fondement, de fausses allégations et de dénis. Il semblerait que l'Érythrée, au lieu de profiter de cette rencontre tant attendue pour aborder les questions clés soulevées dans les résolutions 1844 (2008) et 1907 (2009), a plutôt choisi de poursuivre une stratégie de reconditionnement d'une démagogie obsolète bien connue. L'Érythrée semble avoir délibérément gaspillé une occasion en or. De toute évidence, son attitude envers le Conseil et ses voisins illustre le cynisme et le mépris, toujours avec une intention perpétuelle de déformer les faits connus, de détourner l'attention, de différer l'action et de créer la confusion.

Rien de tout cela ne convaincra, j'en suis sûr, un Conseil vigilant et bien informé, dont certains des membres ont été des témoins de premier ordre des faits et des actions pertinents à ce sujet. Je souhaiterais très fermement mettre chacun en garde contre toute idée pouvant faire croire que l'Érythrée est en train de changer ou de coopérer après la visite du Comité des sanctions. Je crois qu'il est vraiment prématuré, voire injustifié, de confondre davantage l'affichage de bonnes dispositions

qui a peut-être prévalu lors de la visite avec des positions érythréennes inflexibles et inchangées sur le fond sur toutes les questions en suspens. Pas un iota de ses obligations n'a été rempli, ni, même, n'est en train d'être considéré en vue d'une mise en œuvre des résolutions du Conseil. Ne nous laissons pas emporter par un jugement hâtif ; autrement, nous ne ferions qu'exagérer une artificielle et inexistante bonne volonté érythréenne. L'Érythrée n'a pas changé et n'a aucunement l'intention de changer ; ce à quoi nous assistons est tout simplement une comédie.

Alors que nous sommes tous focalisés, comme il se doit, sur l'occupation par l'Érythrée d'une partie de mon territoire, je souhaite faire part au Conseil d'autres éléments inquiétants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Depuis bientôt un an, l'Érythrée a entrepris, de manière systématique, la déstabilisation de mon pays par la formation d'agents infiltrés qui entreprennent des actions de sabotage visant les infrastructures et les manifestations nationales dans les zones urbaines et rurales, en vue de causer la peur et la discorde. Nous avons été très vigilants au sujet de cette menace réelle et permanente qui a déjà été mise à exécution à l'intérieur de mon pays. Parmi les nombreux infiltrés que nous avons récemment capturés se trouve notamment le chef de cette bande de saboteurs.

Il convient de rappeler que la résolution 1907 (2009) a souligné les nombreuses manières dont l'Érythrée peut affaiblir ses voisins, notamment par l'hébergement, le financement, le soutien, l'organisation, l'entraînement d'individus ou groupes d'individus et l'incitation à commettre des actes de violence ou des actes terroristes qui visent à déstabiliser la région, et en particulier incitent à la violence et à la guerre civile à Djibouti. J'exhorte les membres du Conseil à saisir toutes les implications de la violence croissante et de l'intransigeance érythréenne. L'escalade des tensions et des conflits et le désordre largement répandu dans la corne de l'Afrique peuvent constituer un prélude à une situation bien pire, à moins que leurs nombreuses causes ne soient adéquatement et sérieusement traitées.
